

Adoption du Projet de loi d'Orientation agricole : Le député Taupiac déplore un texte « désespérément vide »



Adoption du Projet de loi d'Orientation agricole : Le député Taupiac déplore un texte « désespérément vide »

Adoption du Projet de loi d'Orientation agricole : Le député Taupiac déplore un texte « désespérément vide »

L'Assemblée nationale se prononçait mardi 28 mai lors d'un vote solennel sur le Projet de Loi d'Orientation Agricole. Au terme d'un travail, de plus de 131 h de d'auditions, de commission et de séance depuis le début du mois d'avril, le député du Gers David Taupiac, qui s'est prononcé contre, ne cache pas sa déception devant un texte qu'il considère comme « désespérément vide et très éloignés des enjeux qui s'imposent à l'agriculture française ».

Il s'agissait d'une promesse de campagne du candidat Emmanuel Macron en 2022, la proposition d'une grande loi agricole permettant de définir une trajectoire pour l'agriculture française. Plusieurs fois repoussé, ce projet de loi devait répondre aux nombreuses préoccupations d'un secteur en grande souffrance faisant suite notamment à l'exceptionnelle crise sociale agricole de ce début d'année.

Pour le député Taupiac qui s'est exprimé en séance au nom de son groupe sur le projet de loi, « la déception est à la hauteur des attentes. Le texte proposé par le gouvernement manque singulièrement d'ambition. Pas un mot sur les revenus agricoles, sur la préservation du foncier et la fiscalité, sur le changement climatique, sur le soutien à la filière bio, sur le système assurantiel. En somme, rien sur les principales urgences du secteur et sur ce qui va déterminer la trajectoire de la ferme France. Pire, elle entérine des reculs environnementaux dont les agriculteurs seront les premières victimes au moment où nous devrions amplifier la dynamique d'une transition agroécologique ambitieuse et accompagnée financièrement. Je regrette l'obstination du gouvernement à ne pas prêter attention à nos propositions, fruit d'un véritable travail de terrain et de consultation des acteurs nationaux et locaux, du Gers notamment. J'ai déposé plus d'une centaine d'amendements permettant de faire évoluer le texte dans le bon sens, 9 ont été retenus... En l'état actuel des choses, il m'était impossible de voter pour un texte qui n'aidera en rien les agriculteurs face aux immenses défis auxquels ils font face. J'espère désormais que le travail des sénateurs permettra d'enrichir le texte. Sans une prise de conscience rapide de l'exécutif de l'urgence pour l'agriculture française, je suis très inquiet pour le climat social du secteur au moment où la météo de ce début d'année et les perspectives de prix pour 2024 laissent entrevoir une année encore compliquée pour notre agriculture gersoise ».